

Colombie: ils tuent encore des syndicalistes

20-03-2008

Quatre syndicalistes colombiens ont été assassinés en mars. Il y a quarante représentants syndicaux menacés et le principal syndicat des Etats-Unis a porté au Congrès les preuves que les paramilitaires n'ont pas cessé d'agir. En neuf jours durant ce mois, quatre syndicalistes colombiens ont été assassinés, deux dirigeants d'organismes de défense des Droits de l'homme ont été séquestrés et ensuite libérés, et plus de 40 dirigeants sociaux qui ont participé à la marche contre les paramilitaires le 6 mars dernier ont reçu des menaces de mort. "Ce sont des représailles pour avoir fait descendre dans la rue les milliers de crimes qu'ont commis en totale impunité les paras dans les deux dernières décennies", a assuré Iván Cepeda, un des leaders du Mouvement National des Victimes d'État. La dénonciation n'a pas eu d'écho dans le gouvernement d'Alvaro Uribe, mais elle en aura dans le Congrès étasunien en avril, quand les démocrates recommenceront à mettre en question l'approbation du Traité de Libre Commerce, une initiative que George Bush a récemment qualifiée de "essentiel" pour la sécurité régionale. Selon la plus grande centrale ouvrière étasunienne, l'AFL-CIO, les nouveaux meurtres démontrent que ni la persécution syndicale ni les paramilitaires ont disparu en Colombie, comme le jure et rejure Uribe. "Nous avons présenté toutes les preuves et les dénonciations aux leaders démocrates au Congrès. Ils en ont suffisamment pour repousser le TLC et nous avons confiance sur le fait qu'ils le fassent", a expliqué le chargé des Affaires Internationales, Just Voight. Les menaces ont commencé en février, quand le Mouvement des Victimes d'État, les principaux syndicats et les organisations de défense des Droits de l'homme ont décidé de convoquer la première marche nationale et internationale en hommage aux milliers d'assassinés, disparus, torturés et déplacés par les paramilitaires. Deux jours avant les mobilisations, les organisateurs ont eu une avance de ce qui les attendait. Carmen Carvajal, une leadere du syndicat enseignant de Ocaña, dans le nord de Santander, a été assassinée par deux hommes cagoulés quand elle sortait de sa maison. Ils lui ont tiré trois coups de feu à la tête. Personne ne s'est adjugé le meurtre, mais les organisations sociales ont demandé une protection à l'État. Le lendemain, il n'y avait plus de doutes. Un groupe de paramilitaires a séquestré le leader du syndicat des employés de banques de Bogotá, Leónidas Gómez. Son corps est apparu deux jours après, presque au même moment où à Medellín était assassiné Gildardo Gómez, un membre du syndicat enseignant local, qui le jour précédent avait encadré la marche. La quatrième victime a été Carlos Urbano, un dirigeant syndical de San Vicente de Caguán, le département qui il y a six ans était le lieu choisi pour les négociations de paix entre le gouvernement d'Andrés Pastrana et les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). Depuis l'échec du processus, Urbano dénonçait les actes arbitraires de l'Armée -qui a récupéré le territoire sans lésiner sur les balles- et en particulier la méga-opération de sécurité qu'ils avaient préparé pour accompagner la marche. Avec des limitations, il a obtenu que des centaines de personnes l'accompagnent dans les rues de la capitale. Trois jours après, il a disparu sans laisser de traces. Le 12 mars, son corps est apparu dans une décharge dans les environs de la ville avec de claires marques de torture. "Nous dénonçons la répression, les meurtres et les menaces, mais le gouvernement et les médias étaient plus d'intéressés par le conflit avec l'Équateur et le Venezuela", a expliqué Cepeda, frustré, qui a envoyé plusieurs lettres à la Présidence. Le porte-parole du Palais présidentiel, César Velázquez, s'est excusé de ne pas pouvoir faire de commentaires sur le sujet. "C'est que cela fait plusieurs jours que nous sommes tous en dehors de Bogotá", a-t-il expliqué à Pagina/12. Uribe a récemment commencé une tournée à l'intérieur de la Colombie pour annoncer des oeuvres d'infrastructure; son chancelier, Fernando Araújo, a été débordé par les négociations à l'OEA; le ministre de la défense, Juan Manuel Santos, est concentré dans la séguedille de victoires dans la lutte avec les FARC; et son conseiller personnel, José Obdulio Gaviria, est en vacances. Personne à la Présidence n'a voulu faire de commentaires sur la demande de renoncement de Gaviria qu'ont présenté cette semaine le Mouvement des Victimes et les syndicats. Le conseiller avait assuré quelques heures avant la marche du 6 mars qu'il n'y participera pas parce que c'était une initiative de la guérilla. "C'est une marche convoquée par les FARC", avait-il dit à la presse. Par hasard ce sont ces mots qu'ont utilisés les paramilitaires qui ont séquestré deux leaders sociaux le week-end dernier, durant leur déplacement à Bogotá pour participer à un congrès d'organisations de déplacés. "Ils ont montré des photos des marches et ils leur ont dit qu'ils avaient provoqué une réaction qui ne faisait que commencer", a relaté Cepeda. María Laura Carpineta, Pagina/12, 20 mars 2008. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-100986-2008-03-20.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>